

## **Articles divers sur la crise coréenne ( II ) - Nouvel essai nucléaire, nouvelles sanctions, nouveau tir de missile au dessus du Japon**

samedi 16 septembre 2017, par [Agences de presse](#), [CLEMENT Théo](#), [RUDD Kevin](#) (Date de rédaction antérieure : 16 septembre 2017).

### Sommaire

- [L'essai nucléaire nord-coréen](#)
- [« Il faudrait une nouvelle \(...\)](#)
- [« Mettre la Corée du Nord \(...\)](#)
- [La Corée du Nord tire un \(...\)](#)
- [Les scénarios d'une « nouvelle](#)
- [Corée du Nord : jusqu'où \(...\)](#)
- [Corée du Nord : ce qu'il \(...\)](#)

### **L'essai nucléaire nord-coréen, 16 fois plus puissant qu'Hiroshima**

**Selon le site spécialisé 38 North de l'université Johns Hopkins de Washington, l'essai du 3 septembre a dégagé une puissance de 250 kilotonnes.**

L'essai nucléaire nord-coréen du 3 septembre a dégagé une puissance de 250 kt (kilotonnes), soit plus de 16 fois celle de la bombe atomique d'Hiroshima, ont affirmé mercredi 13 septembre des experts américains, révisant en nette hausse des estimations antérieures.

Pyongyang a affirmé que l'engin testé il y a dix jours était une bombe H suffisamment petite pour être montée sur un missile. Ce sixième essai nucléaire a entraîné le vote au Conseil de sécurité d'une huitième résolution de sanctions contre la Corée du Nord. Pyongyang a rapidement dénoncé une résolution « illégale et maléfique » et a promis de donner un coup d'accélérateur à ses programmes militaires en réponse à ce nouveau volet de sanctions.

L'institut géologique américain USGS avait enregistré lors de cet essai une secousse tellurique de magnitude 6,3. L'Organisation du traité d'interdiction complète des essais nucléaires (CTBTO en anglais) et l'agence norvégienne Norsar ont réévalué leur précédent chiffre à 6,1.

En conséquence, le site spécialisé 38 North, de l'université Johns Hopkins de Washington a annoncé qu'il révisait à la hausse sa précédente estimation de la puissance de l'explosion, avançant le chiffre d'« environ 250 kilotonnes ». L'engin serait le cas échéant 16 fois plus puissant que la bombe américaine de 15 kilotonnes qui avait ravagé Hiroshima en 1945.

### **La crainte de nouveaux essais souterrains**

« Cette puissance explosive élevée est également proche de ce que 38 North avait précédemment déterminé comme étant la capacité maximale du site d'essais de Punggye-ri », précise le site.

Les estimations officielles de la puissance de l'explosion du 3 septembre ont grandement varié, de 50 kilotonnes pour Séoul à 160 pour le Japon. 38 North avait précédemment avancé le chiffre de plus de 100 kilotonnes.

Des responsables américains ont, de leur côté, fait savoir qu'ils continuaient de tenter de vérifier s'il s'agissait d'une bombe H, précisant qu'à ce stade, « l'affirmation nord-coréenne selon laquelle il s'agissait d'une bombe à hydrogène n'est pas incohérente ».

A en croire 38 North, des images satellites prises vendredi, cinq jours après l'essai, montrent de nouvelles activités au niveau des portails d'autres tunnels du site d'essai de Punggye-ri. Apparaissent notamment des camions garés, des chariots et d'autres équipements. « Les travaux sur le site pourraient désormais se concentrer sur la préparation de ces tunnels en vue de nouveaux essais souterrains », explique le site.

\* Le Monde.fr avec AFP | 13.09.2017 à 06h20 • Mis à jour le 13.09.2017 à 08h38 :

[http://www.lemonde.fr/asi-pacifique/article/2017/09/13/l-essai-nucleaire-nord-coreen-16-fois-plus-puissant-que-celui-d-hiroshima\\_5184684\\_3216.html](http://www.lemonde.fr/asi-pacifique/article/2017/09/13/l-essai-nucleaire-nord-coreen-16-fois-plus-puissant-que-celui-d-hiroshima_5184684_3216.html)

---

## **« Il faudrait une nouvelle diplomatie et un grand accord » sur la Corée du Nord**

### **L'ex-premier ministre australien Kevin Rudd plaide pour une reconnaissance de Pyongyang par Washington.**

La Corée du Nord a condamné la résolution « illégale et maléfique pilotée par les Etats-Unis » du Conseil de sécurité de l'ONU, lundi 11 septembre, qui aggrave les sanctions économiques la visant. Alors que Pyongyang a promis d'accélérer ses programmes nucléaire et balistique, l'ex-premier ministre australien Kevin Rudd (2007-2010 et 2013), qui connaît bien la Chine et en maîtrise la langue, plaide pour un « accord international signé avec la Russie et la Chine qui garantisse la sécurité de la Corée du Nord et de son régime et, à long terme, un retrait militaire des Américains de la Corée du Sud ».

### **Arnaud Leparmentier - Quelles sont les options américaines sur le nucléaire nord-coréen ? Et comment la Chine y réagirait ?**

Kevin Rudd - Il n'y a que trois scénarios crédibles. Le premier, qui a cours à Pékin et à Pyongyang, est qu'un jour ou l'autre les Américains devront accepter la réalité, fût-elle indésirable, à savoir que la Corée est une puissance nucléaire complètement fonctionnelle.

Le deuxième scénario est inverse. L'administration américaine juge que les options diplomatiques ne mèneront à rien et que la seule solution est de détruire ou de dégrader les capacités nucléaires coréennes. Cela comporte d'énormes risques, notamment en matière de riposte des Nord-Coréens contre la Corée du Sud et le Japon, en clair le déclenchement d'une nouvelle guerre de Corée. La question suivante est de savoir si la Chine y basculerait. La Chine ne croit pas à ce scénario, sinon elle aurait utilisé beaucoup plus tôt la voie diplomatique pour stopper la Corée. La Corée du Nord non plus, sinon elle ne ferait pas ce qu'elle fait.

## **Il n'y a donc pas de solution diplomatique ?**

C'est le troisième scénario, qui passe par la dénucléarisation de la Corée du Nord, mais il exige que les Etats-Unis reconnaissent la raison d'Etat de la Chine et la Corée du Nord. Il faudrait une nouvelle diplomatie et un grand accord. En échange du démantèlement des installations nucléaires, les Coréens du Nord obtiendraient un traité de paix avec les Etats-Unis, qui inclurait : l'établissement de relations diplomatiques avec Pyongyang, un accord international signé avec la Russie et la Chine garantissant la sécurité du régime et du pays, et, à long terme, un retrait militaire des Américains de Corée du Sud, étape par étape, au fur et à mesure de la vérification du démantèlement effectif du programme nucléaire.

## **Y croyez-vous ?**

Ce scénario est suffisamment sérieux pour avoir été testé plusieurs fois auprès des Nord-Coréens depuis vingt ans, mais il n'a pas été mis en œuvre politiquement. Pour cela, il faudrait une grande confiance stratégique entre les Etats-Unis et la Chine, mais cette confiance n'existe pas. En Chine, mes interlocuteurs me disent : « Les Américains nous demandent de régler leur problème, très bien, mais cela en crée une multitude pour nous. Qu'avons-nous en retour ? » Tant que vous ne répondez pas à cette question, tout le reste, ce sont des mots.

## **Pensez-vous que Kim Jong-un est un homme rationnel ?**

Le système est rationnel sur une chose, sa raison d'Etat. On peut avoir un débat sur son comportement, dire que c'est un signal diplomatique étrange de faire exploser une bombe H, mais la logique des Nord-Coréens, qui subissent un lavage de cerveau depuis soixante-dix ans, est de dire : « Nous voulons survivre et c'est le meilleur moyen de le faire. »

## **Quel est le jugement des Chinois sur Donald Trump ?**

D'abord, les Chinois ne veulent pas risquer de guerre avec la Corée ou en mer de Chine, car ils perdraient, et la Chine ne peut pas se permettre de perdre en termes de légitimité. Ensuite, les Chinois feront tout ce qu'ils pourront pour satisfaire les griefs de l'administration Trump, car ils ne peuvent pas s'autoriser une guerre commerciale économique avec les Etats-Unis. C'est mauvais pour l'économie et la croissance. Les Chinois sont prêts à faire tout ce qu'ils peuvent sur le front économique pour que les deux pays arrivent à la conclusion qu'ils sont deux partenaires raisonnables.

## **Les milieux d'affaires américains soutiennent l'administration Trump dans le conflit avec la Chine...**

Le *business* américain est très remonté contre la Chine : environnement pour investir hostile, faible mécanisme de résolution des conflits en l'absence d'un système légal d'arbitrage indépendant, mais aussi abus sur les brevets et le copyright, restriction au commerce, en matière cinématographique et dans tous les domaines où les Américains sont très compétitifs, comme la finance, le numérique...

## **Les Américains ont donc raison ?**

Oui, cela ne fait pas débat. L'administration américaine a des intérêts qu'elle doit défendre durement et l'erreur serait de lier les affaires de sécurité et de commerce. Elles doivent être menées séparément. Cela a été la sagesse des relations sino-américaines depuis quarante-cinq ans, cela a été réaffirmé lors de la rencontre entre les présidents Trump et Xi à Mar-a-Lago [Floride] en avril. Mais, depuis, Trump a lié les deux dans ses déclarations publiques. Cela ne donnera pas les résultats que veulent les Américains en matière de sécurité et je ne pense pas que les Chinois voient les

choses ainsi. Raison d'Etat et sécurité ont des constantes, alors que les relations économiques changent en permanence.

### **En sortant du Partenariat transpacifique (TPP), Donald Trump a-t-il commis une faute ou ce traité de libre-échange était-il mort ?**

Sur la région Pacifique, il y a deux problèmes : en quittant le TPP, l'administration Trump offre l'Asie à la Chine, qui devient chaque jour plus importante pour la région. Il suffit de comparer le commerce et l'investissement de chaque pays avec la Chine et avec les Américains. Deuxièmement, un président qui est chaque jour ambivalent sur ses alliances provoque la perplexité auprès de ses alliés qui vont se demander où est leur sécurité à long terme. Les Européens se demandent s'ils doivent s'assurer seuls vis-à-vis de la Russie. C'est pareil pour les Asiatiques avec la Chine.

**Propos recueillis par Arnaud Leparmentier** (New York, correspondant)

\* LE MONDE | 13.09.2017 à 09h49 • Mis à jour le 13.09.2017 à 09h59 :

[http://www.lemonde.fr/asi-pacifique/article/2017/09/13/il-faudrait-une-nouvelle-diplomatie-et-un-grand-accord-sur-la-coree-du-nord\\_5184831\\_3216.html](http://www.lemonde.fr/asi-pacifique/article/2017/09/13/il-faudrait-une-nouvelle-diplomatie-et-un-grand-accord-sur-la-coree-du-nord_5184831_3216.html)

---

### **« Mettre la Corée du Nord sous pression n'est pas la solution »**

**Dans une tribune au « Monde », le chercheur Théo Clément estime que les nouvelles sanctions économiques, adoptées le 11 septembre par les Nations unies, ne feront que relancer un nouveau cycle de provocations-sanctions.**

**Tribune.** Réuni lundi 11 septembre, soit huit jours après le dernier test nucléaire de la République populaire et démocratique de Corée (RPDC ou Corée du Nord), le Conseil de sécurité des Nations unies a voté, à l'unanimité, un huitième paquet de sanctions économiques à l'encontre de Pyongyang (résolution 2375). Comme pour les sept résolutions précédentes, les nouvelles mesures visent à limiter les revenus de la Corée du Nord et à empêcher le financement de ses programmes balistiques et nucléaires ; et comme pour les sept résolutions précédentes, il y a fort à parier que ces mesures n'auront pas l'effet escompté.

Le texte voté lundi constitue apparemment une version allégée de ce que désirait Washington, Pékin et Moscou, tous deux dotés du droit de veto au sein du Conseil et notoirement sceptiques sur la capacité de sanctions à faire évoluer les politiques nord-coréennes, ayant menacé de s'opposer à la résolution si elle s'avérait trop sévère. Chine et Russie ont, comme à chaque provocation nord-coréenne, condamné le test, mais le président russe Vladimir Poutine avait déjà expliqué, la semaine dernière, que de nouvelles sanctions seraient « inutiles et inefficaces ». La Chine, quant à elle, s'en est tenue à son rituel appel au calme et au dialogue pour régler le problème du nucléaire nord-coréen.

Le texte actuel prévoit notamment une limite sur les importations nord-coréennes de pétrole brut ou raffiné - que la RPDC importe en immense majorité de Chine et de Russie - ainsi qu'un plafond sur l'emploi de main-d'œuvre nord-coréenne à l'étranger. Les exportations de textile nord-coréen, qui constituaient la dernière source relativement importante de revenus non sanctionnée - en 2015, la RPDC était le premier exportateur de textile en Chine, devant Vietnam ou Italie -, sont de plus

désormais complètement interdites. Ces mesures viennent s'ajouter aux sept résolutions précédentes, qui interdisent ou limitent déjà toutes les exportations nord-coréennes substantielles, dont le charbon, divers métaux et ressources minières, les fruits de mer ou l'armement.

### **Des sanctions contre-productives**

On serait tenté de penser que cette nouvelle avalanche de sanctions et de pressions devrait forcer la Corée du Nord, en la mettant dos au mur, à revenir à la table des négociations et constituerait donc un pas vers la paix. Au vu des précédents cycles de provocations-sanctions, de plus en plus rapprochés dans le temps, il est pourtant fort probable que cette nouvelle résolution ait l'effet diamétralement inverse : vécues comme des ingérences et des tentatives d'étranglement économique, les sanctions concourent justement au discours nord-coréen qui vise à présenter la quête nucléaire comme un moyen de sanctuarisation du pays contre des forces extérieures hostiles.

Les nouvelles sanctions s'annoncent même particulièrement inefficaces puisque, comme en témoigne la brusque hausse du prix de l'essence en RPDC – justifiée par un cas de « force majeure » par les autorités –, depuis avril 2017, les Nord-Coréens semblent avoir pris les devants en se constituant des réserves de pétrole. De plus, les exportations de produits textiles manufacturés en Corée du Nord étant en très grande partie étiquetées « *made in China* », il semble très clair que cet embargo supplémentaire risque d'être particulièrement difficile à mettre en œuvre.

Selon certains analystes, ce manque d'efficacité annoncé des sanctions ne justifierait pas de développer des approches alternatives pour dénouer la crise nucléaire : les sanctions feraient passer un message à la Corée du Nord ainsi qu'à d'autres potentiels « proliférateurs » curieux de voir comment le duel Washington-Pyongyang va se résoudre. On rétorquera tout d'abord qu'il est étonnant de voir le Conseil de sécurité des Nations unies ainsi transformé en organe de communication politique mais peu préoccupé de questions de sécurité. En effet, non contentes d'être inefficaces, les sanctions économiques visant la RPDC sont contre-productives, et, en dernière instance, dangereuses.

### ***EN AUGMENTANT LES PRESSIONS, VIA LES SANCTIONS OU DES DÉCLARATIONS GUERRIÈRES, ON EN VIENT PARADOXALEMENT À "JUSTIFIER" LE PROGRAMME NUCLÉAIRE NORD-CORÉEN***

Les motivations de Pyongyang dans sa déstabilisante quête nucléaire tiennent autant du dilemme de sécurité classique que de l'enjeu de souveraineté. Si Kim Jong-un tient absolument à devenir le chef d'Etat d'une « puissance nucléaire responsable », c'est avant tout par volonté de sanctuariser la RPDC contre les pressions extérieures, de toutes natures et de toutes origines – américaines comme chinoises, donc. En augmentant ces pressions, par les sanctions ou des déclarations guerrières par tweet interposé, on en vient paradoxalement à « justifier » le programme nucléaire nord-coréen, à rendre un immense service à la propagande interne nord-coréenne et à relancer un nouveau cycle de provocations-sanctions.

### **Une fenêtre d'action limitée**

Kim Jong-un et ses conseillers disposent d'une fenêtre d'action limitée : dépositaire d'une légitimité politique transmise héréditairement par la « lignée du mont Paektu », il ne peut en aucun cas revenir ouvertement sur les choix politiques de ses prédécesseurs sans saper sa propre autorité. Une dénucléarisation de court terme est d'ailleurs d'autant plus hors de propos, du point de vue nord-coréen, qu'à l'heure actuelle aucun compromis sérieux et acceptable par Pyongyang n'a été évoqué par Washington.

On voit donc difficilement pourquoi Kim Jong-un en viendrait à se passer de ses programmes atomiques et balistiques, car si les mesures économiques s'accumulent, l'architecture des intérêts régionaux évolue peu : Pékin ou Moscou sont tout à fait conscients du fait qu'une RPDC sous pression est une RPDC instable et donc potentiellement dangereuse pour la région et pour elle-même. Ainsi, malgré l'unité relative affichée au Conseil de sécurité, il est plus que probable que cette énième résolution n'impactera que marginalement le déroulement des échanges à la frontière.

A bien des égards, la Corée du Nord a déjà gagné : l'économie nord-coréenne se développe, les ingénieurs militaires nord-coréens ont surpris les observateurs de par leur maîtrise des technologies balistiques et nucléaires, et les options militaires sont plus que jamais toutes potentiellement cauchemardesques et incertaines. Kim Jong-un ne pouvant pas se permettre de baisser la nuque devant les « forces hostiles » américaines, il n'a plus qu'à attendre en augmentant la pression sécuritaire dans l'ensemble de la région, de voir des coins s'enfoncer dans les systèmes d'alliance régionaux et l'inquiétude augmenter d'un cran à chaque escalade verbale ou militaire.

Cette situation, belligène et dangereuse, poussera nécessairement, à terme, un décideur à comprendre que la solution la plus raisonnable pour diminuer les tensions est avant tout de garantir la pérennité de la RPDC dans ses structures politiques actuelles – garanties sécuritaires, économiques ou diplomatiques – avant d'évoquer, à terme, un désarmement dans des conditions plus propices.

### **Théo Clément**

*Théo Clément est doctorant à l'université de Vienne et chercheur à l'Institut d'Asie orientale de l'ENS Lyon.*

\*

[http://www.lemonde.fr/idees/article/2017/09/13/mettre-la-coree-du-nord-sous-pression-n-est-pas-la-solution\\_5184927\\_3232.html](http://www.lemonde.fr/idees/article/2017/09/13/mettre-la-coree-du-nord-sous-pression-n-est-pas-la-solution_5184927_3232.html)

---

## **La Corée du Nord tire un nouveau missile au-dessus du Japon**

**Tokyo condamne « dans les termes les plus forts » cette nouvelle provocation. Le Conseil de sécurité de l'ONU va se réunir en urgence vendredi.**

Le Conseil de sécurité de l'ONU devrait se réunir vendredi 15 septembre à huis clos pour aborder à nouveau la question nord-coréenne. Décidée dans l'urgence, la rencontre suit un nouveau tir de missile par Pyongyang. Parti à 6 h 57, heure de Corée du Sud, de Sunan, dans la banlieue de Pyongyang, l'engin a, comme le 29 août, survolé l'archipel pour aller s'abîmer dans l'océan Pacifique, à quelque 2 000 km à l'est du cap Erimo, dans le sud de l'île nippone d'Hokkaido.

Le tir intervient trois jours après l'adoption d'une résolution du Conseil de sécurité assortie de nouvelles sanctions, notamment une interdiction des livraisons de gaz à la Corée du Nord, un blocage de ses exportations de ses produits textiles et des limites à l'accueil de ses ressortissants pour travailler dans d'autres pays.

Votée après le sixième essai nucléaire mené le 3 septembre par Pyongyang, elle a été vivement

critiquée par le régime, qui a menacé le 14 septembre par l'intermédiaire de la commission pour la paix en Asie-Pacifique de « couler » le Japon et de réduire les Etats-Unis « en cendres », et appelé à dissoudre le Conseil de sécurité, un « outil diabolique » réunissant des pays « corrompus » obéissant aux ordres des Etats-Unis.

Le nouveau missile serait un modèle balistique à portée intermédiaire selon les premières évaluations de l'armée sud-coréenne et du commandement américain du Pacifique (Pacom), qui a par ailleurs « établi qu'il ne représentait pas une menace directe pour Guam », une île américaine du Pacifique. Mais la distance parcourue, 3 700 km, montre que le régime nord-coréen aurait désormais les moyens de l'atteindre.

Guam se situe à 3 400 km de Pyongyang. Le territoire, qui abrite d'importants moyens militaires américains, a été au cœur d'un vif échange verbal entre Washington et Pyongyang en août. Le régime nord-coréen a menacé de tirer des missiles Hwasong-12 - identiques à celui lancé le 29 août - autour du territoire.

Le président américain Donald Trump ne s'est pas encore exprimé, mais Washington a immédiatement enjoint à la Chine, principal allié et soutien économique de Pyongyang, et à la Russie, de faire directement pression « de leur propre chef » sur le régime nord-coréen.

### **Maîtrise de la rentrée dans l'atmosphère des missiles**

Pyongyang aurait également cherché, selon l'armée sud-coréenne, à affiner la maîtrise de la rentrée dans l'atmosphère des missiles, indispensable à la mise au point de missiles intercontinentaux dotés d'ogives nucléaires. Le dernier projectile tiré a atteint une altitude de 770 km.

Au Japon à nouveau survolé, le tir a provoqué le déclenchement du système J-Alert de la sécurité civile dans douze départements de l'est et du nord du pays. C'est au son des sirènes et des alertes sur téléphone portable que les habitants de la région se sont réveillés. La chaîne publique NHK a immédiatement interrompu ses programmes pour assurer la couverture des suites données au tir.

« Il n'y a aucun dégât sur le sol nippon », a fait savoir le porte-parole du gouvernement Yoshihide Suga qui a qualifié le lancement d'« inacceptable ». « Notre pays ne peut plus tolérer les provocations répétées de la Corée du Nord, a-t-il déclaré alors que le premier ministre Shinzo Abe est revenu d'une visite officielle en Inde où il a abordé la question nord-coréenne avec son homologue Narendra Modi. Nous avons vivement protesté et nous transmettons la forte indignation du peuple japonais. » Et M. Suga de rappeler l'étroite coopération sur cette question avec les Etats-Unis et la Corée du Sud. Les Forces d'autodéfense n'ont pas cherché à abattre le missile.

### **En Corée du Sud, un nouveau missile air-sol**

En Corée du Sud, outre une réunion du Conseil de sécurité nationale, la ministre des affaires étrangères Kang Kyung-wha s'est entretenue avec le secrétaire d'Etat américain Rex Tillerson.

L'armée aurait mené, selon l'agence Yonhap, des tirs de missiles balistiques en mer du Japon (Mer de l'Est). Elle l'a déjà fait après des tirs précédents et l'essai nucléaire du 3 septembre. Elle a également effectué le 13 septembre à partir d'un avion de combat F-15K un essai d'un nouveau missile air-sol d'une portée de 500 km et acheté auprès de la société allemande Taurus System. L'engin a des capacités furtives ce qui le rend théoriquement indétectable.

Par ailleurs la Banque de Corée devait se réunir dans l'urgence pour vérifier l'état de préparation des moyens pouvant être mobilisés pour faire face à toute déstabilisation des marchés. Le Kospi, le principal indice de la bourse sud-coréenne, a entamé la séance en recul de 0,4 %.

**Philippe Mesmer** (Tokyo, correspondance)

\* LE MONDE | 15.09.2017 à 00h37 • Mis à jour le 15.09.2017 à 07h31 :

[http://www.lemonde.fr/asiе-pacifique/article/2017/09/15/la-coree-du-nord-tire-un-nouveau-missile\\_5185849\\_3216.html](http://www.lemonde.fr/asiе-pacifique/article/2017/09/15/la-coree-du-nord-tire-un-nouveau-missile_5185849_3216.html)

---

## **Les scénarios d'une « nouvelle » guerre en Corée**

**Analyse. Confrontation militaire ? Changement de régime ? Révolte de l'élite à Pyongyang ? Le correspondant du « Monde » à Tokyo, Philippe Pons, explore les différentes inconnues de l'équation nord-coréenne.**

La riposte de Pyongyang au renforcement des sanctions décidé par le Conseil de sécurité des Nations Unies ne s'est pas fait attendre. Vendredi 15 septembre, à 6 h 57, heure de Corée du Sud, un nouveau missile, tiré de Sunan, dans la banlieue de Pyongyang, a, comme le 29 août, survolé le Japon pour aller s'abîmer dans l'océan Pacifique, à quelque 2 000 kilomètres du cap Erimo, dans le sud de l'île nippone d'Hokkaido. Quelle sera la réponse des Etats-Unis ? « Toutes les options sont sur la table », a proclamé Washington, avant une réunion en urgence du Conseil de sécurité des Nations unies. Condamner sans rien faire, lancer une action militaire punitive, chercher à faire tomber le régime ou à le décapiter ?

« Une confrontation militaire entre les Etats-Unis et la République populaire démocratique de Corée [RPDC] n'est pas à exclure », estimait, une semaine avant le nouveau tir de missile, Hitoshi Tanaka, ancien vice-ministre japonais des affaires étrangères qui négocia la visite du premier ministre Junichiro Koizumi à Pyongyang en 2002 et dirige l'Institut de stratégie internationale à Tokyo. Les stratèges américains peuvent penser qu'une « attaque chirurgicale » sur les rampes de lancement des missiles balistiques, avec en réserve la force de frappe américaine en cas de riposte nord-coréenne, dissuaderait Pyongyang de se lancer dans un affrontement qui ne pourrait que tourner à son désavantage... Un calcul risqué face un adversaire qui n'hésite pas à prendre des initiatives.

### **Le piège d'une « victoire » militaire**

Une nouvelle guerre de Corée ? Sans doute pas. Avant de parler de « nouvelle » guerre, il faudrait déjà avoir terminé la précédente, celle de 1950-1953, dont les hostilités ont été suspendues par un armistice qui n'a jamais été suivi d'un traité de paix. Depuis, deux armadas sont sur le pied de guerre de chaque côté de la zone démilitarisée sur le 38<sup>e</sup> parallèle. Les puissances voisines de la RPDC ont mis des balises à une intervention militaire. A en croire le quotidien *Global Times*, qui reflète les vues du Parti communiste chinois, si Pyongyang attaque les Etats-Unis, la Chine n'interviendra pas mais, dans le cas contraire, elle ne resterait pas les bras croisés. Les deux pays sont liés par un traité d'amitié et de défense mutuelle qui date de 1961 et n'expire qu'en 2021. La Russie, qui a une courte frontière avec la RPDC et partage les préoccupations chinoises - éviter la déstabilisation du régime - aurait aussi son mot à dire. En Corée du Sud, le président Moon Jae-in a déclaré qu'aucune intervention militaire en RPDC ne se ferait sans son accord, s'octroyant une sorte de droit de veto.

L'issue d'une guerre éventuelle entre les Etats-Unis et la RPDC ne fait évidemment guère de doute étant donné les rapports de force. Mais les précédents de l'Irak et de l'Afghanistan ont montré

qu'une guerre « gagnée » militairement peut devenir un piège pour le vainqueur. A fortiori, dans un pays dont la population, ethniquement et culturellement homogène, est entretenue dans une mentalité d'assiégé et dans un rejet viscéral de toute ingérence étrangère. Le régime joue certes sa survie mais dans l'esprit de la population, cette survie paraît identifiée à celle de la nation elle-même. Endoctrinement ? Sans doute, mais on ne peut ignorer que la menace n'a fait que renforcer le régime. A fortiori, s'il y avait une intervention militaire.

### **Un régime qui se renforce dans l'adversité**

Un changement de régime ? Ce fut l'objectif ouvertement poursuivi par l'administration Bush. Le renforcement des sanctions n'est pas dénué de cette arrière-pensée : l'étranglement du pays visant à créer une situation économique intenable dans l'espoir d'alimenter un mécontentement populaire. Les tentatives d'étranglement de ces vingt dernières années - après les souffrances provoquées par la catastrophique famine de la seconde moitié des années 1990 - ont démontré les capacités de résistance aux pires situations d'une population maintenue sous la férule d'un régime qui se renforce dans l'adversité.

L'espoir d'un « printemps arabe » en RPDC est une hypothèse des plus improbables : même des « faucons » à Washington, comme Victor Cha, nouvel ambassadeur américain à Séoul, en conviennent. L'absence de réseaux de communication horizontale, qui jouèrent ailleurs un rôle capital dans la mobilisation populaire, étouffe dans l'œuf la contestation. Les expressions de mécontentements sont sporadiques et circonscrites : tournées vers les cadres locaux du parti ou la police, elles ne visent pas le régime.

Une révolte de l'élite ? Pour l'instant, celle-ci fait corps avec le pouvoir, que ce soit par conviction ou par crainte d'être soupçonnée de déloyauté envers le dirigeant. Décapiter le régime, en d'autres termes, assassiner Kim Jong-un ? Caressée par les faucons à Séoul - où une unité spéciale de l'armée serait chargée de cette mission - et à Washington, cette opération, si tant est qu'elle réussisse, n'aurait pas forcément l'effet souhaité.

Quelle qu'en soit la cause, l'effondrement du régime comporterait deux inconnues de taille. Le successeur de Kim Jong-un serait-il plus réceptif aux exigences étrangères ? Pour s'imposer, il devrait sans doute faire preuve d'un nationalisme encore plus virulent. Seconde inconnue : dans le chaos entraîné par la chute du régime, entre quelles mains tomberait l'arme nucléaire ? Avec à la clé un accroissement du risque de prolifération horizontale... La complexité du cas nord-coréen incite à réfléchir à deux fois avant de se lancer dans l'aventure d'une déstabilisation du régime, au risque de créer une situation encore plus inextricable que celle que l'on connaît actuellement.

### **Philippe Pons**

\* LE MONDE | 16.09.2017 à 06h00 :

[http://www.lemonde.fr/idees/article/2017/09/16/les-scenarios-d-une-nouvelle-guerre-en-coree\\_5186509\\_3232.html](http://www.lemonde.fr/idees/article/2017/09/16/les-scenarios-d-une-nouvelle-guerre-en-coree_5186509_3232.html)

---

## **Corée du Nord : jusqu'où peuvent aller les missiles de Pyongyang ?**

**Du missile d'une portée de 300 kilomètres en 1985 au nouvel engin qui peut parcourir plus**

## **de 10 000 kilomètres en 2017, la Corée du Nord a passé trente ans à améliorer sa technologie.**

Après un premier tir le 29 août, la Corée du Nord a de nouveau envoyé un missile au-dessus du Japon, vendredi 15 septembre. Le projectile s'est abîmé dans l'océan Pacifique, à quelque 2 000 km à l'est du cap Erimo, dans le sud de l'île nipponne d'Hokkaido. Le 3 septembre, c'était un essai nucléaire, 16 fois plus puissant qu'Hiroshima, qui avait déclenché l'émoi de la communauté internationale.

C'est la dernière occurrence d'une série de provocations, qui a commencé au printemps 2017 avec les premiers tirs des missiles Hwasong-12 et Hwasong-14 (pour « étoile de feu », le nom de la planète Mars en coréen), dont la portée maximale est respectivement estimée à 4 800 kilomètres et 10 400 kilomètres par David Wright, physicien et codirecteur du programme « sécurité » de l'Union of Concerned Scientist (l'Union des scientifiques préoccupés, l'UCS), une organisation scientifique américaine.

Ces « réussites » de la Corée du Nord pourraient aussi tenir au fait que son programme balistique a – selon les spécialistes – pu mettre la main sur du matériel soviétique pour, dès septembre 2016, utiliser un moteur conçu par les Russes pour des missiles intercontinentaux. Cette technologie pourrait lui permettre d'envoyer des satellites dans l'espace... ou une tête nucléaire miniaturisée jusqu'aux Etats-Unis.

La Corée du Nord tente depuis le milieu des années 1990 de développer des missiles intercontinentaux – qui peuvent aussi servir à mettre des satellites en orbite. Récemment, les ingénieurs nord-coréens semblent être en passe de régler leurs soucis de guidage du missile. Il ne resterait plus, pour pouvoir être réellement menaçant, qu'à régler les soucis de rentrée atmosphérique du missile.

Enfin, il ne faut jamais perdre de vue que chaque essai de missile de la part de Pyongyang correspond en général à un regain de tension en interne ou avec l'étranger. Ainsi, Kim Jong-un a fait réaliser cette année un test le jour de la Fête nationale américaine, le 4 juillet, et celui du 29 août 2017 marquait le 107<sup>e</sup> anniversaire du traité d'annexion de la Corée par le Japon, le 29 août 1910, selon les mots de l'agence de presse officielle de Corée du Nord. Le dernier, le 15 septembre, est intervenu juste après l'adoption de nouvelles sanctions contre le pays par le Conseil de sécurité de l'ONU – des résolutions à l'efficacité limitée.

### **Trente ans de test de missiles nord-coréens**

Ce globe terrestre et son graphique représentent la portée des nouveaux missiles lancés par Pyongyang depuis 1985, chacun ayant ensuite plusieurs phases de test. Ne figure ni sur le globe ni dans le graphique le test du KN-11 en mai 2015, un missile lançable depuis un sous-marin et d'une portée de 30 km.

*[Illustration interactive non reproduite ici.]*

Sources : Ministère sud-coréen de la défense nationale, Centre pour le contrôle des armes et la non-prolifération, Union of Concerned Scientists (portée des Hwasong-14 et Hwasong-12)

Avec l'accélération des tests et des résultats positifs lors de l'année 2017, même si Hwasong-12 et Hwasong-14 sont encore en développement, les services de renseignement américains qui estimaient jusqu'ici à quatre ans le temps qu'il fallait à Pyongyang pour produire des missiles capables de frapper leur sol ont revu leurs estimations à la baisse à douze mois.

**Pierre Breteau**

\* LE MONDE | 30.08.2017 à 15h57 • Mis à jour le 15.09.2017 à 10h08 :

[http://www.lemonde.fr/les-decodeurs/article/2017/08/30/coree-du-nord-jusqu-ou-peuvent-aller-les-missiles-de-pyongyang\\_5178633\\_4355770.html#1O4XoLd3qJedxr6I.99](http://www.lemonde.fr/les-decodeurs/article/2017/08/30/coree-du-nord-jusqu-ou-peuvent-aller-les-missiles-de-pyongyang_5178633_4355770.html#1O4XoLd3qJedxr6I.99)

---

## **Corée du Nord : ce qu'il faut savoir sur l'essai nucléaire et ses conséquences**

**Les autorités nord-coréennes ont déclaré, dimanche, avoir mené avec succès un test de bombe à hydrogène (bombe H) pouvant équiper un missile balistique intercontinental.**

Faisant fi des pressions et des menaces de nouvelles sanctions, le régime de Pyongyang a procédé, dimanche 3 septembre, à un sixième essai nucléaire. Dans un message diffusé à la télévision nationale, les autorités affirment avoir mené avec succès un test de « bombe à hydrogène [aussi appelée bombe H] pouvant équiper un missile balistique intercontinental ICBM ».

Cet essai aurait été effectué à Punggye-ri, site des essais nucléaires nord-coréens, dans la province du Hamgyeong du Nord (nord-est du pays).

### **Cet essai était-il attendu ?**

Les rumeurs de préparation d'un nouveau test circulaient depuis plusieurs mois. D'après le site spécialisé 38 North, de l'université américaine Johns-Hopkins, la Corée du Nord « maintenait le site de Punggye-ri en alerte élevée depuis avril afin de pouvoir mener un essai dans un délai court, à tout moment, pour répondre à une décision politique ».

Le 28 août, les services de renseignement sud-coréens (National Intelligence Service, NIS) auraient informé le gouvernement de l'imminence d'un tel essai. Samedi 2 septembre, le vice-premier ministre japonais, Taro Aso, avait annulé un déplacement aux Etats-Unis. S'il n'a pas évoqué spécifiquement un essai nucléaire, il a justifié sa décision par les tensions autour de la Corée du Nord.

Les cinq premiers essais nucléaires nord-coréens ont été menés entre 2006 et 2016. Le dernier le fut le 9 septembre 2016, jour anniversaire de la création de la République populaire et démocratique de Corée (RPDC, nom officiel de la Corée du Nord). Avec ce test, dimanche, Pyongyang mène pour la première fois des essais deux années de suite.

### **Quelle est la nature de la bombe ?**

D'après l'agence sud-coréenne de météorologie, la dernière bombe testée serait cinq à six fois plus puissante que celle de septembre 2016. Alors que la puissance de la première n'avait pas dépassé un kilotonne (kt), celle de la cinquième était évaluée à moins de 10 kt.

La sixième bombe pourrait donc être un modèle plus gros ou d'une technologie différente, peut-être à hydrogène. C'est ce qu'affirment les Nord-Coréens. Mais Pyongyang avait déjà assuré que l'essai de janvier 2016 (le quatrième) était celui d'une bombe H. Les experts étrangers avaient cependant émis des doutes.

Ce dernier essai suit le tir d'un missile balistique intercontinental (ICBM) – le troisième en deux mois – mardi 29 août, et son passage dans le ciel japonais. L'engin, sans doute un Hwasong-12 à portée intermédiaire, avait parcouru 2 700 km avant de s'abîmer dans le Pacifique à 1 180 km à l'est du cap Erimo, la pointe méridionale de l'île d'Hokkaido.

Depuis, la question se pose d'une nouvelle résolution onusienne assortie de sanctions. La Chine et la Russie, favorables au dialogue, sont réticentes, et seule une condamnation a été émise dans un premier temps.

Mais leur positionnement pourrait évoluer après le nouvel essai nucléaire. Pékin n'apprécie guère que le régime de Pyongyang se livre à ce genre de « provocations ». Le gouvernement chinois a d'ailleurs vivement condamné le dernier essai nucléaire.

### **La Corée du Nord est-elle prête à disposer de missiles nucléaires ?**

La concomitance des deux essais tendrait à accréditer l'idée que la Corée du Nord, qui travaille sur le nucléaire et les missiles depuis le début des années 1960, est en passe de réussir son pari de se doter de capacités nucléaires et balistiques suffisantes pour mettre au point des missiles nucléaires ICBM pouvant atteindre les Etats-Unis, son ennemi désigné, qu'elle accuse de vouloir la détruire.

Cet argument est rappelé à chaque fois que les Américains mènent des manœuvres conjointes avec la Corée du Sud, c'est-à-dire deux fois par an. Les dernières, les exercices Ulchi-Freedom Guardian, ont eu lieu du 21 au 31 août.

Techniquement, la difficulté tient à la « miniaturisation » de la bombe nucléaire à fixer sur les ogives des missiles intercontinentaux. Compte tenu des modèles de missiles utilisés par Pyongyang, la charge ne doit pas dépasser 500 kg.

Or, dans la matinée du 3 septembre, le dirigeant nord-coréen Kim Jong-un a assisté à l'installation d'une tête nucléaire – « une bombe à hydrogène », selon l'agence officielle KCNA – sur un missile balistique intercontinental ICBM.

KCNA précisait que l'institut des armements nucléaires avait réussi à mettre au point une nouvelle arme « conforme aux intentions du Parti du travail de Corée de montrer que l'arsenal atomique avait connu un tournant ». « Tous les éléments de la bombe H ont été réalisés localement », ajoutait KCNA, de quoi permettre au pays de « produire autant d'armes nucléaires puissantes qu'il le souhaite ».

« La Corée du Nord pourrait atteindre d'ici huit à quatorze mois son objectif de mettre au point des missiles nucléaires intercontinentaux, déclarait à la mi-août au Monde Kim Hong-gul, membre influent et bien informé du parti Minjoo au pouvoir en Corée du Sud, par ailleurs spécialiste de l'Asie de l'Est. Pour les Etats-Unis, ce serait un camouflet. »

De fait, ni les sanctions économiques, ni les pressions, ni, plus récemment, les rodomontades du président américain, Donald Trump, ne semblent avoir dissuadé le régime de Pyongyang de poursuivre son objectif.

**Philippe Mesmer** (Tokyo, correspondance)

\* LE MONDE | 03.09.2017 à 11h42 • Mis à jour le 04.09.2017 à 09h18 | Par :  
[http://www.lemonde.fr/asia-pacifique/article/2017/09/03/ce-qu-il-faut-savoir-sur-l-essai-nucleaire-nord-coreen-et-ses-consequences\\_5180280\\_3216.html](http://www.lemonde.fr/asia-pacifique/article/2017/09/03/ce-qu-il-faut-savoir-sur-l-essai-nucleaire-nord-coreen-et-ses-consequences_5180280_3216.html)

